

**dfi analyse**  
La politique intérieure européenne en période électorale : les relations franco-allemandes sur le banc d'essai ? - page 1

**dfi information**  
50<sup>ème</sup> anniversaire du discours de Charles de Gaulle à Ludwigsburg - page 5

La Tunisie, un an après la révolution - page 6

Journée franco-allemande des professeurs de français à Karlsruhe - page 7

Inauguration du nouveau bureau à Paris - page 8

Le manuel d'histoire franco-allemand fête son dixième anniversaire - page 8

Présentation de l'ouvrage « Développement urbain et intégration des jeunes » - page 9

**dfi service**  
Cycle : Élections présidentielles 2012 - page 9

Prix franco-allemand d'économie - page 10

## La politique intérieure européenne en période électorale

Les relations franco-allemandes sur le banc d'essai ?



François Mitterrand et Willy Brandt. Source : Digne Meller-Marcovicz, Berlin

**dfi analyse** En mars 1981 Willy Brandt participa à Paris à un grand meeting pour soutenir l'élection de François Mitterrand à la présidence française. A cette occasion, rapporte le Spiegel (n°13/1981 du 23 mars 1981, p. 118), le président du SPD et chef de l'Internationale socialiste vola la vedette aux autres sociaux-démocrates et socialistes présents, tel qu'Olof Palme, Felipe González ou Andreas Papandreou. Brandt mit en outre son chancelier et camarade de parti Helmut Schmidt en difficulté, car ce dernier soutenait au même moment la réélection de son « ami » Valéry Giscard d'Estaing, candidat en lice de l'UDF. Le Monde titrait : « Le couple Giscard d'Estaing - Schmidt contre le couple Brandt - Mitterrand ».

A l'ouest rien de nouveau donc ? Comment apprécier l'interview commune du président Nicolas Sarkozy et de la chancelière Angela Merkel, retransmise le 6 février 2012 par les deux chaînes publiques France 2 et ZDF à l'heure de grande écoute du journal télévisé ? Quelles intentions se cachent derrière la stratégie de la chancelière de s'immiscer dans la campagne électorale française, et quelles consé-

quences (potentiellement inattendues) peuvent en découler ? Ces questions seront discutées au regard des résultats d'un projet de recherche mené au cours des derniers mois par le dfi, la Fondation Genshagen et la Fondation Robert Bosch, et qui a étudié les particularités du modèle franco-allemand et testé sa transférabilité à d'autres constellations.

### Les intentions de la chancelière

On observe depuis des mois en France une attention accrue envers le « modèle allemand » (voir dfi-aktuell 5/2011). Cette attention exprime d'un côté un réel intérêt pour le « modèle économique » allemand et son apparente compétitivité en période de crise. D'un autre côté, elle a conduit à un nouveau clivage en matière de politique intérieure dans la campagne électorale française. De façon un tantinet polémique, on peut parler d'un clivage entre d'un côté l'opposition socialiste hostile à l'Allemagne et de l'autre des conservateurs germanophiles enthousiastes. La perception de l'Allemagne en France se réduit ainsi de plus en plus à celle du gouvernement allemand et de sa politique actuelle.

*Lire la suite à la page 2*

*Suite de la page 1*

Cette politique a naturellement plus d'affinités avec le camp conservateur du président Sarkozy qu'avec l'opposition socialiste. Les exagérations, courantes en période électorale, qui fusent actuellement de part et d'autre de l'échiquier politique (lire par exemple l'article de Mediapart du 12 février 2012, « L'Allemagne de Sarkozy, un pays imaginaire »), servent pourtant peu l'intérêt du gouvernement allemand. Quelle position le gouvernement allemand peut-il alors occuper ? Les échanges entre les deux pays et les discussions sont tellement intenses qu'il serait impossible d'ignorer le débat français sur l'Allemagne sous prétexte qu'il relève du « domaine de la politique intérieure » française. Il ne semble donc pas aberrant pour la chancelière de vouloir influencer elle-même son image dans le débat français.

Parallèlement au débat franco-allemand a lieu sur la scène européenne une profonde restructuration des cadres institutionnels de la politique financière et économique des pays de la zone Euro. Le compromis initié par la France et l'Allemagne et qui a, entre temps, été accepté par 25 des 27 Etats membres de l'Union européenne (UE) pour servir de base à un nouveau traité, est le résultat d'un processus de négociation de longue haleine, difficile – et même dramatique parfois au regard de la menace d'une banqueroute grecque – ayant conduit au rapprochement des positions françaises et allemandes.

Quand le candidat socialiste, François Hollande, annonce vouloir renégocier les décisions communes, cela est peu crédible puisqu'un principe fondamental dans les négociations européennes est que la parole donnée d'un gouvernement sera tenue même s'il survient un changement de majorité. Il n'existe aucun précédent d'un chef de gouvernement fraîchement élu ayant pu renégocier substantiellement un compromis trouvé – et cela vaudra aussi pour Hollande s'il est élu président. Pour autant, cela ne veut pas dire qu'un Hollande président mettra la même ardeur et conviction que son prédécesseur et la chancelière Merkel pour défendre et appliquer le compromis négocié. Il reste cependant à craindre pour le gouvernement fédéral qu'un changement du gouvernement français nécessite une nouvelle phase de rapprochement, de prise de connaissance et de tâtonnements avant de former de nouveau un « tandem » à même de sortir les autres européens de la crise. Pourquoi la chancelière ne devrait-elle pas alors exprimer sa préférence pour un candidat ?

Au vu des références parfois exagérées au modèle allemand dans le débat français et de la gestion de crise européenne péniblement élaborée sous la direction franco-allemande actuelle, un engagement de la chancelière en faveur de son partenaire privilégié peut sembler opportun.



*François Hollande à Rennes le 27 septembre 2011.  
Source : Frennes, commons.wikimedia.org*

Si l'on ajoute à ces deux arguments la stratégie du gouvernement allemand visant à troubler le débat national – le SPD a été irrité par les interventions annoncées de Merkel dans la campagne électorale française – la tactique choisie par la chancelière et ses conseillers peut sembler compréhensible. Quelles sont toutefois les conséquences d'un tel engagement dans la situation actuelle ?

### ■ Conséquences (inattendues)

A l'occasion de différentes prises de position, la chancelière a évoqué la formation d'une « politique intérieure européenne » (notamment dans une interview du 26 janvier publiée dans six quotidiens européens). Celle-ci serait plus profondément caractérisée par des discussions d'ordre politique, parfois controversées, que par les formes diplomatiques traditionnelles d'interaction entre les gouvernements sur la scène internationale. Quelles sont les conséquences d'une telle « politique intérieure européenne », et où sont ses limites ?



*Carnaval à Rapperswil.  
Source : Roland zh, commons.wikimedia.org*

La question qui se pose en premier lieu est la suivante : sur quel marqueurs de référence une politique intérieure européenne et les débats l'accompagnant doivent-ils s'aligner ? Le schéma politique classique droite/gauche issu du cadre de l'Etat-nation qui permet de classer les propositions et les prises de position politiques existe de façon implicite. La situation peut donc être interprétée ainsi : la chancelière chrétienne-démocrate et le président conservateur font face avec leur agenda politique à une opposition social-démocrate (SPD) et socialiste (PS). Les électeurs se décident en fonction de leurs préférences politiques pour un programme de « droite » ou de « gauche ». Vue de manière superficielle, cette constellation pourrait même correspondre à l'approfondissement qualitatif du processus d'intégration européenne longtemps exigé.

Toutefois, au lieu d'interpréter le débat selon l'axe politique gauche/droite (avec les soutiens de la chancelière et du président d'un côté et les partisans de l'opposition socialiste/social-démocrate de l'autre), on pourrait aussi imaginer un type d'interprétation national(iste), opposant la politique française à la politique allemande. Le débat, tel qu'il s'observe actuellement en France, peut se comprendre tout autant dans les termes du premier type de clivage (gauche vs. droite) que dans les termes nationalistes du second (français vs. allemands) puisqu'on trouve aussi bien les mots clés du débat entre la gauche et la droite (comme par exemple « justice fiscale » vs. « réduction des prestations sociales ») que des tonalités nationalistes d'un temps qui semblait révolu (Nicolas Sarkozy présenté par exemple comme le « candidat de l'Allemagne »). Si, compte tenu de l'imbrication et de l'interdépendance des Etats de la zone Euro, l'idée d'une « politique intérieure européenne » prend effectivement forme, elle contient également un potentiel dangereux. Quels arguments peuvent laisser penser que le développement prend une direction plutôt que l'autre ?

En sciences politiques, les grands couples d'opposés, qui structurent les débats politiques et

*Lire la suite à la page 3*

*Suite de la page 2*

dont les demandes sont représentées par des formations organisées, marquent les lignes de conflit ou de clivage (cf. Flora 2000). A côté du grand clivage gauche/droite, d'autres couples d'opposés ont aussi historiquement largement influencé la structuration des sociétés européennes (riche/pauvre, ville/campagne, centre/périphérie, catholique/protestant...). La prédominance à terme du clivage gauche/droite fut plutôt surprenante puisque ce dernier ne correspondait à aucune réalité « naturelle » (comme c'est le cas pour ville/campagne, riche/pauvre...). Un clivage social autour d'autres lignes de conflit aurait également été possible, comme par exemple autour de distinctions ethniques ou religieuses.

Historiquement parlant, le clivage gauche/droite s'est justement imposé dans les Etats-nations naissants au XIX<sup>ème</sup> siècle parce que c'était une catégorie « construite » qui pouvait intégrer tous les autres couples d'opposés existants. Se définir de « gauche » ou de « droite » ne correspondait à aucune réalité naturelle visible mais relevait d'abord d'une décision individuelle. A cela s'ajoutèrent les mécanismes institutionnels décisifs qui permirent à la catégorie gauche/droite de dépasser les clivages régionaux, de classe et confessionnels. De fait, les élections universelles, la constitution de démocraties parlementaires et la formation d'un système de partis nationaux permirent de surmonter les oppositions existantes au sein de la société et de les intégrer dans un système national commun de partis (Caramani 2004). Ces résultats de la recherche en histoire sociale comparative signifient pour la

situation actuelle qu'il n'existe aucun développement automatique du débat franco-allemand dans telle (opposition droite/gauche) ou telle direction (opposition nationale). Au lieu de cela, l'éclatement ou l'intégration des pays membres de l'Union européenne, et en premier lieu du noyau franco-allemand, dépendra du rôle d'institutions européennes communes. C'est seulement au sein d'institutions politiques communes que les marges de manœuvres politiques se libéreront de nouveau, lesquelles s'éliminent actuellement en un jeu à somme nulle lors de recherche de compromis entre les 27 Etats membres de l'UE.

Ce qui vaut pour le niveau européen, vaut aussi au niveau de la France et de l'Allemagne, comme le suggèrent les résultats d'un projet de recherche mené au cours des derniers mois par le dfi, la Fondation Genshagen et la Fondation Robert Bosch. La question centrale portait sur la possibilité du « transfert du modèle franco-allemand ».

#### ■ Bases du modèle franco-allemand

Pour savoir si la forme particulière des relations bilatérales franco-allemandes peut se laisser transposer en d'autres constellations similaires, il a fallu au préalable étudier les relations franco-allemandes de plus près. Et pour définir un « modèle » franco-allemand, nous avons commencé par identifier les éléments qui caractérisent ce modèle. La combinaison particulière que prennent ces éléments dans le cas franco-allemand peut ainsi expliquer la particularité des relations

entre la France et l'Allemagne. Dans sa forme générale, ce modèle et les éléments qui le composent permettent ensuite de poser la question du transfert.

S'appuyant sur les travaux de la politologue américaine Lily Gardner-Feldman, le groupe de recherche a pu définir un tel modèle. Au-delà de l'engagement de la société civile et de la volonté politique depuis la période d'après-guerre de coopérer, notre projet de recherche montre le rôle décisif des structures de coopération institutionnalisées. Ces structures institutionnelles lient les acteurs et désamorcent les conflits. Lorsqu'elles contiennent des accords contraignants, ces institutions garantissent, indépendamment des constellations personnelles et des conjonctures du moment, la permanence des relations bilatérales organisées et leur extension dans des domaines toujours plus nombreux de la société civile.

A la place d'une confrontation frontale et irrécyclable où s'opposent des positions nationales sans possibilité de compromis, les institutions permettent une solution organisée et réglée des conflits. Dans le cadre de la coopération institutionnalisée, les acteurs développent des manières de se comporter, des formes de discours, des pratiques et des attentes, qui contribuent grandement à tisser une relation de confiance entre les partenaires. Les institutions sont ainsi indispensables pour pérenniser le règlement commun de problèmes. Au sein du cadre institutionnel peuvent s'exprimer des positions contraires et antagonistes, ce qui permet d'articuler les conflits. Et comme les institutions

*Lire la suite à la page 4*



Angela Merkel, Bronisław Komorowski et Nicolas Sarkozy. Source : Chancellery of the President of the Republic of Poland

*Suite de la page 3*

disposent de stratégies et de règles pour résoudre conflits et problèmes, elles peuvent aboutir à une conception commune de la politique. L'ancrage des institutions dans des traités, constitutions ou autres documents difficilement modifiables, garantit ainsi la pérennité d'un arrangement institutionnel, et dans le cas présent de la coopération franco-allemande. Toutefois, les institutions sont le mieux à même de remplir leur rôle lorsque leurs règles sont contraignantes pour les acteurs.

Les institutions forment donc le lien décisif pour permettre qu'un affrontement politique s'oriente plutôt dans un cadre gauche/droite, que dans un conflit national. Tandis que la première solution – institutionnelle – encourage la recherche d'une solution commune dépassant les antagonismes nationaux, la seconde solution favorise la perception d'autonomie et d'indépendance des acteurs. Si cette seconde solution permet certes d'affirmer l'idée de la « souveraineté nationale », elle ne règle pas pour autant les problèmes de dépendance mutuelle que les pays ne peuvent résoudre seuls (crise de la dette, changements climatiques, vieillissement de la population, migrations, etc.).

Au regard du développement historique des rapports franco-allemands, notre projet de recherche révèle cependant un scepticisme croissant des responsables politiques envers des dispositions institutionnelles contraignantes. Ce scepticisme est partagé par les deux parties prenantes, la France et l'Allemagne, et se manifeste de plus en plus depuis les dernières années du XX<sup>ème</sup> siècle. Si les accords passés dans les années 50 et 60 peuvent sembler insignifiants, ils contenaient pourtant bien plus d'éléments contraignants que les récentes institutions créées après la Guerre Froide dans les années 1990. Tandis que le traité de l'Elysée de 1963 par exemple, qui est aujourd'hui considéré comme le document fondateur des relations franco-allemandes d'après-guerre, ne définit de façon contraignante que la fréquence des rencontres aux niveaux politique et administratif, sans introduire d'agenda ou même de mécanismes décisionnels, on ne retrouve plus aucun élément obligatoire dans les statuts du « Triangle de Weimar ». Cette institution, décidée en 1991 par les ministres des affaires étrangères allemand, français, et polonais de l'époque, Hans-Dietrich Genscher, Roland Dumas et Krzysztof Skubizewski aurait pu servir à la coopération structurée entre la Pologne, l'Allemagne et la France de la même manière que le Traité de l'Elysée avait pérennisé la coopération franco-allemande dans les années 60 et 70. Le triangle de Weimar peut certes, en cas de besoin, être convoqué – de façon rapide et flexible, comme le moment l'exige. Du point de vue des acteurs politiques, cela remplit déjà une exigence impor-



*Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing. Source : Deutsches Bundesarchiv (German Federal Archive)*

tante : l'institution demeure non contraignante et ne restreint pas la marge de manœuvre nationale. Elle n'établit cependant aucun mécanisme contraignant pour rechercher des solutions communes et régulières entre les trois partenaires. En toute logique, le partenaire qui pense avoir le plus à perdre, est celui qui aura le moins d'intérêt à convoquer le triangle de Weimar. L'existence du Triangle de Weimar ressemble ainsi à celle du monstre du Loch Ness : il surgit au sein des relations trilatérales de temps à autre avant de disparaître à nouveau. Entre 2006 et 2011 aucune réunion n'a eu lieu...

Pour conclure, on peut retenir que l'interdépendance des sociétés européennes, et plus particulièrement entre la France et l'Allemagne, a été de fait renforcée par la crise. Ceci est en premier lieu le résultat de problèmes communs qui se caractérisent par les dépendances mutuelles qu'ils créent – ce qui contraint les Etats à chercher des solutions communes. De l'impuissance des Etats membres de l'UE à se sortir seuls de la crise de la dette et des finances touchant l'Europe entière, de la crise démographique (le manque de personnel spécialisé se remarque déjà en Allemagne) et du défi mondial du changement climatique, découle l'obligation d'agir ensemble. Cette coopération est légitime et nécessaire, toute comme la coopération étroite entre le président français et la chancelière allemande pour proposer des solutions pour toute l'Union paraît légitime. Les discussions autour des problèmes d'interdépendance montrent également que le débat public dans les Etats membres peut très rapidement s'adapter de nouvelles réalités « européennes ». Toutefois, ces débats publics montrent aussi que les citoyens ne sont pas prêts à abandonner l'existence d'alternatives politiques au niveau national pour des solutions communes de fait réduit à

une seule alternative, celle du plus petit dénominateur commun. Ils n'accepteront une politique intérieure européenne à la seule condition qu'à côté des débats politiques qui débouchent sur des propositions de « gauche » et de « droite », des institutions permettent de décider ensemble de ces propositions. Ces institutions doivent en outre garantir que les acteurs à l'origine de décisions politiques affectant toute l'Europe soient responsables de leurs actes devant les électeurs. C'est seulement à cette condition que le jeu démocratique de la compétition politique pour les meilleures idées et le soutien des électeurs pour ces idées au niveau européen peut se faire – ce qui présente aussi pour un homme politique le danger d'être renvoyé en raison de sa politique européenne.

*Daniele Caramani (2004) : The Nationalization of Politics : The Formation of National Electorates and Party Systems in Western Europe. – Cambridge : Cambridge University Press.*

*Peter Flora (2000) : Staat, Nation und Demokratie in Europa : Die Theorie Stein Rokkans. Aus seinen gesammelten Werken rekonstruiert und eingeleitet von Peter Flora. – Frankfurt a.M. : Suhrkamp.*

Les résultats du projet seront présentés au public le 29 février 2012 à Genshagen. Il est encore possible de s'inscrire auprès de [Clémentine Chaigneau](#). Un ouvrage paraîtra par ailleurs en mai.

# 50<sup>ème</sup> anniversaire du discours de Charles de Gaulle à Ludwigsburg

**Le 9 septembre 1962, à Ludwigsburg, Charles de Gaulle s'adresse à la jeunesse allemande, rassemblée en grand nombre dans la cour du château. « Cette solidarité [...] il nous faut certes, l'organiser. C'est là la tâche des gouvernements. Mais il nous faut aussi la faire vivre et ce doit être avant tout l'œuvre de la jeunesse. »**

Dans son discours touchant, Charles de Gaulle insiste sur le rôle joué par la jeunesse dans le développement des relations franco-allemandes et plus loin, pour l'intégration européenne. Par ces mots, il scelle la réconciliation politique entre la France et l'Allemagne, et ce avant même la signature du traité franco-allemand (Traité de l'Élysée) de 1963. Aujourd'hui, l'Europe traverse une crise profonde. La crise financière, le changement climatique et les problèmes démographiques nécessitent des solutions efficaces. Ces défis fondamentaux dépassent le cadre régional ou national et ont créé des dépendances entre les Etats-membres, de telle façon qu'un Etat seul ne peut les résoudre. Il est indispensable d'agir ensemble.

En même temps, la remise en cause des processus démocratiques établis se fait de plus en plus visible, notamment par des manifestations. Les citoyens réclament une participation directe et plus de possibilités de prendre part aux décisions politiques. Mais comment créer en Europe une stratégie qui réponde aux critères démocratiques et soit capable d'apporter une solution aux problèmes économiques, sociaux et environnementaux ?

A l'occasion du 50<sup>ème</sup> anniversaire du discours de Charles de Gaulle, l'Institut Franco-Allemand (dfi) et la ville de Ludwigsburg se consacrent à cette problématique. Dans un forum citoyen, qui démarre en mars 2012 sur une plateforme Internet, des groupes d'écoliers, d'étudiants et de jeunes européens analyseront les difficultés et les chances que recèle l'action commune au niveau européen et détermineront comment et où chaque citoyen peut prendre des responsabilités et agir directement.

Du 19 au 21 septembre 2012, les participants se retrouveront pour un séminaire à Ludwigsburg. Parallèlement, le dfi organise un colloque scientifique international. Le 21 septembre, les experts et les jeunes européens seront rassemblés pour un échange commun. Pour clore le sémi-



*Charles de Gaulle lors de son discours.*

naire, les participants présenteront leurs résultats lors d'une manifestation publique et les transmettront à des représentants du monde politique et scientifique.

Le 22 septembre, le Land de Bade-Wurtemberg organise une cérémonie officielle en présence

de hauts représentants des gouvernements français et allemand qui se poursuivra par une fête franco-allemande dans la cour du château de Ludwigsburg.

Bénédicte Weste [weste@dfi.de](mailto:weste@dfi.de)

## Colloque scientifique international

**„The future of democracy in Europe“  
Participation and sustainability in political decision-making**

Du 19 au 21 septembre 2012  
Ludwigsburg  
Contact : Henriette Heimbach  
([heimbach@dfi.de](mailto:heimbach@dfi.de) – 0049 (0)7141 9303 39)

## Forum

**A nous l'Europe !  
Forum des jeunes sur la participation citoyenne en Europe**

Dès mars 2012 : Débat en ligne  
Du 19 au 21 septembre 2012 : Forum à Ludwigsburg  
Contact : Bénédicte Weste  
([weste@dfi.de](mailto:weste@dfi.de) – 0049 (0)7141 9303 20)

# La Tunisie, un an après la révolution

**Un an après le début du printemps arabe, le dfi est allé à Tunis avec 10 jeunes journalistes français et allemands afin d'évaluer sur place les changements qui se sont produits depuis la chute du dictateur Zine el-Abidine Ben Ali en janvier 2011. Le dfi a été chargé par la fondation Robert Bosch de l'organisation du voyage qui s'est tenu du 25 au 29 janvier 2012.**

Après un entretien avec l'ambassadeur allemand en Tunisie, Dr. Horst-Wolfram Kerll, nous avons rencontré deux ministres du nouveau gouvernement tunisien - le ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, M. Abdelwaheb Maatar du parti CPR (Congrès pour la République) et le ministre de l'enseignement supérieur, M. Moncef Ben Salem du parti Ennahda - avec lesquels nous avons pu parler du problème du chômage.

En raison notamment de la baisse de la demande touristique, le chômage a connu une forte hausse depuis la révolution. Afin d'y remédier, la Tunisie compte renforcer son secteur de luxe (en proposant plus d'hôtels 5 étoiles). Nous avons eu l'occasion d'en discuter avec la direction de Vatel Tunis, Ecole Supérieure de Commerce et Gestion, Hôtellerie et Tourisme. Nous avons également parlé des problèmes du secteur touristique avec des experts tunisiens qui tentent de redynamiser ce secteur grâce à de nouveaux hôtels et restaurants « de charme » installés dans d'anciennes maisons entièrement réaménagées. Certaines de ces petites maisons proposant des services de luxe se trouvent par exemple dans la médina de Tunis.

Une rencontre avec la directrice de la chambre de commerce et d'industrie tuniso-allemande nous a permis d'en apprendre plus sur la situa-



(de g. à d.) Prof. Frank Baasner et Abdelwaheb Maatar, Ministre de l'emploi et de la formation professionnelle.



(à gauche) Sonia Ben M'Rad, Présidente de l'association des femmes entrepreneurs en Tunisie.

tion des entreprises étrangères en Tunisie et des investissements étrangers - un domaine également directement lié au problème de l'emploi. Nous avons ensuite eu l'occasion de visiter le site de Leoni à Sousse, une entreprise allemande qui produit des câblages pour le secteur automobile européen. Le PDG de Leoni Tunisie

nous a donné un aperçu personnel des événements de la révolution du janvier 2011 et nous a expliqué l'organisation et les efforts colossaux déployés par l'entreprise pour éviter tout problème de livraison vers l'Europe.

Le rôle de la femme en Tunisie et la crainte en Europe d'une islamisation de la société et de la vie politique tunisiennes ont été des thèmes également discutés avec des journalistes tunisiens, des femmes chefs d'entreprises et la présidente de l'université internationale de Tunis.

Les participants au voyage sont rentrés en Europe enrichis d'éléments et d'idées sur la Tunisie mais aussi de nombreux contacts établis sur place. La presse écrite et les radios ont déjà publié les premiers résultats de notre voyage et nous attendons encore d'autres publications.



Participants et intervenants tunisiens devant la mosquée Zitouna à Tunis. Source (3 photos) : dfi

# Journée franco-allemande des professeurs de français à Karlsruhe

Le 27 janvier 2012, l'Institut français de Stuttgart, l'Institut Franco-Allemand et le séminaire de formation pédagogique de Karlsruhe ont accueilli près de 130 professeurs et assistants de français dans la salle des fêtes du château de Karlsburg à Karlsruhe-Durlach, à l'occasion d'une journée franco-allemande organisée ensemble. La maison d'édition Klett avait aimablement relayé l'évènement dans sa newsletter.

Dans son discours d'ouverture, Michel Charbonnier, Consul général à Stuttgart, a remercié les professeurs de français pour leur engagement infatigable à apprendre la langue de Molière à leurs élèves. Comme l'allemand en France, le français est souvent réputé en Allemagne pour être une langue de l'élite qui nuit à la préservation de l'égalité des chances. Pour le Consul, ce n'est aucunement le cas ; et le cours de langue aide au contraire les élèves à s'ouvrir à la nouveauté. En outre, la connaissance de la langue française peut être utile au moment de l'entrée dans la vie professionnelle. Werner Spec, maire de Ludwigsburg et vice-président du dfi, a ensuite présenté le projet « A nous l'Europe ! Forum des jeunes sur la participation citoyenne en Europe » que la ville de Ludwigsburg organise en coopération avec le dfi à l'occasion du 50<sup>ème</sup> anniversaire du discours à la jeunesse allemande prononcé par le général de Gaulle à Ludwigsburg (article sur ce thème dans le même numéro). Comment rendre l'histoire contemporaine vivante dans et en de-



Werner Spec, maire de Ludwigsburg, lors de la journée franco-allemande des professeurs de français à Karlsruhe. Source : dfi

hors des salles de classe ? Jürgen Meffert, professeur au séminaire de formation pédagogique et Manfred Kaut, professeur de français et d'histoire à la retraite, ont montré une manière possible lors de la présentation du projet pédagogique « Les débuts de l'Europe unie – les grandes étapes de la réconciliation franco-allemande ».

M. Kaut, présent au moment du discours de de Gaulle à Ludwigsburg, a raconté aux professeurs ses impressions de l'époque et expliqué comment il peut en classe les mettre en lien avec le contexte historique. Il a plusieurs fois souligné l'importance des actes symboliques dans la réception de l'amitié franco-allemande. Il a cité en exemple l'hommage commun du président François Mitterrand et du chancelier Helmut Kohl aux morts de la première Guerre mondiale à Verdun en 1984 ou la séance commune de l'Assemblée nationale et du Bundestag allemand au château de Versailles à l'occasion du

40<sup>ème</sup> anniversaire de la signature du Traité de l'Elysée en 2003.

En deuxième partie de la conférence, Michel Boiron, directeur du Centre d'Approches Vivantes des Langues et des Médias (CAVILAM) à Vichy, a tenu un discours plein d'entrain sur le thème « courts-métrages – une nouvelle voie pour intégrer le cinéma en classe ». A l'aide de trois films d'animation, il a présenté différentes manières d'utiliser ces derniers en cours. Des conseils sur divers courts-métrages et propositions de cours correspondants peuvent être téléchargés à partir du site du CAVILAM.

([www.cavilam.com/](http://www.cavilam.com/))

L'année prochaine, la journée franco-allemande des professeurs de français se tiendra début février, après les conférences biennuelles. Il est actuellement prévu que la conférence se tienne au Regierungspräsidium à Stuttgart-Vaihingen.

Martin Villinger [villinger@dfi.de](mailto:villinger@dfi.de)



Participants à la conférence. Source : dfi

## Inauguration du nouveau bureau à Paris

Mi-janvier, l'Institut Franco-Allemand a inauguré son nouveau **bureau de liaison** dans les locaux du Goethe-Institut, avenue d'Iéna à Paris.

A cette occasion, l'Institut a reçu une trentaine d'invités, dont Detlef Weigel, ministre plénipotentiaire de l'ambassade d'Allemagne à Paris, Michael Ohnmacht, conseiller pour les relations franco-allemandes au Ministère des Affaires Étrangères et Européennes, Jörn Bousselmi, Directeur Général de la Chambre franco-allemande de Commerce et d'Industrie, et Alfred Grosser.

Dans leurs allocutions, Joachim Umlauf, directeur du Goethe-Institut Paris, et Frank Baasner firent référence à la bonne coopération entre les deux institutions qui pourra désormais être encore approfondie grâce à la proximité spatiale.

La prochaine occasion d'une collaboration renforcée se tiendra le 3 mai prochain lors d'une table ronde sur la présentation des résultats d'un projet de recherche mené par le dfi, la fondation Genshagen et la fondation Robert Bosch sur les relations franco-allemandes.

Dominik Grillmayer [✉grillmayer@dfi.de](mailto:grillmayer@dfi.de)



(de g. à d.) Joachim Umlauf, Goethe-Institut Paris; Anne Delaforge, Goethe-Institut Paris; Prof. Dr. Frank Baasner, dfi. Source : dfi

Depuis plusieurs années, la représentation du dfi à Paris sert de lieu d'accueil pour nos partenaires français. Le politologue Stefan Aykut, chercheur associé à l'institut, est leur interlocuteur.

**Voici les nouvelles coordonnées du bureau de liaison :**

Institut Franco-Allemand  
Deutsch-Französisches Institut  
17, avenue d'Iéna  
75116 Paris  
Téléphone : 0033 14 44 39 252  
E-Mail: [✉dfi-paris@dfi.de](mailto:dfi-paris@dfi.de)



(1<sup>er</sup> rang de g. à d.) Henrik Uterwedde, dfi; Alfred Grosser; Michaela Wiegel, FAZ; Detlef Weigel, Ambassade d'Allemagne, Paris; Michael Ohnmacht, Ministère français des Affaires Etrangères; Dr. Jörn Bousselmi, Chambre de commerce et d'industrie franco-allemande, Paris. Source : dfi

## Le manuel d'histoire franco-allemand fête son dixième anniversaire

**Les 2 et 3 février dernier s'est tenu à Bordeaux un grand colloque sur le manuel d'histoire franco-allemand. On a fêté (avec un peu d'avance) le dixième anniversaire de la décision du chancelier Gerhard Schröder et du président Jacques Chirac de faire développer dans les deux langues un manuel d'histoire franco-allemand commun.**

La conférence à Bordeaux qui a rassemblé les experts ayant d'une manière ou d'une autre contribué au projet du manuel scolaire, s'est notamment distinguée par la participation de plus de 200 élèves français et allemands ayant utilisé ce manuel en cours.

La conférence a cependant révélé l'existence d'un malentendu très fréquent : le livre ne s'adresse pas uniquement et même pas particulièrement aux classes bilingues et abi-bac. Au contraire, il cherche justement à enrichir par une perspective binationale les cours d'histoire dans les lycées et Gymnasium généraux et non spécialisés. Cet objectif n'a toutefois pas été atteint, comme le montrent tous les sondages et interviews. Ce manuel scolaire est considéré comme un ouvrage spécialisé pour enseigner

l'histoire en langue étrangère. On était ainsi entre soi à Bordeaux : les participants venaient tous de classes abi-bac ou de lycées franco-allemands. Étonnamment, ce sont pourtant les élèves eux-mêmes qui ont (un peu) gâté la concorde à l'occasion de questions très légitimes posées à la représentante de l'édition française : à savoir pourquoi un autre livre d'histoire (du même auteur français et s'adressant aux mêmes niveaux de classe) a-t-il été mis sur le marché quasiment au même moment que le manuel d'histoire franco-allemand, se superposant de fait au nouveau manuel scolaire et passant de la sorte pour une alternative ou concurrent au projet binational.

Il est par ailleurs apparu clairement que tous ceux, élèves et enseignants, qui ont eu l'occasion d'utiliser le manuel en cours, sont convaincus de sa qualité. Deux choses seraient donc nécessaires : premièrement, aider à faire connaître le manuel à un plus large public et contribuer ainsi à évacuer le malentendu selon lequel ce manuel ne s'adresserait qu'à l'enseignement en langue étrangère. Deuxièmement, il s'agit là d'une proposition du dfi, il faudrait développer un module de formation complémentaire destiné à former des enseignants à l'utilisation du manuel scolaire en classe.

Stefan Seidendorf [✉seidendorf@dfi.de](mailto:seidendorf@dfi.de)



Alain Juppé, Ministre français des Affaires étrangères clôt le colloque. Source : dfi



Au micro, les lycéens ne mâchèrent pas leurs mots. Source : dfi



## Présentation de l'ouvrage « Développement urbain et intégration des jeunes »

Le 16 décembre 2011, des experts scientifiques et de terrain invités par la fondation Wüstenrot et le dfi ont discuté des interactions entre développement urbain et intégration des jeunes dans le contexte du processus de ségrégation sociale et spatiale en France et en Allemagne.

Lors de cette conférence publique ont été présentés les résultats d'un projet de recherche commun qui a étudié les possibilités de participation des jeunes à la politique de la ville à partir de dix études de cas (cinq villes françaises et cinq allemandes).

En guise d'introduction à la thématique, Stefan Krämer de la fondation Wüstenrot a présenté les priorités des programmes allemands d'aide et de recherche dans le domaine. Wolfgang Neumann, chercheur associé au dfi, a ensuite exposé la situation en France et posé le développement urbain comme facteur crucial pour la réussite (ou l'échec) de l'intégration au regard du rôle encore plus prégnant de la dimension spatiale des problèmes sociaux dans ce pays. Lors d'une table ronde animée par Wolfgang Neumann, Werner Spec (maire de Ludwigsburg), Margarete Meyer (développement urbain Essen), Johann Jessen (Institut pour l'urbanité à l'université de Stuttgart), Lisa Küchel



(de g. à d.) Johann Jessen, Stefan Krämer, Margarete Meyer, Wolfgang Neumann, Werner Spec, Lisa Küchel.  
Source : dfi

(Weeber+Partner) et Stefan Krämer (Fondation Wüstenrot) ont ensuite débattu des enjeux majeurs de la politique de la ville et de la participation des citoyens. La discussion a clairement montré que les acteurs étatiques continuent à jouer un rôle central dans le développement urbain et la promotion de l'intégration en France et en Allemagne. Par conséquent, les économies faites dans ce secteur – surtout quand elles concernent des mesures préventives – sont jugées de façon très critique par les experts. En même temps, face à l'endettement des pouvoirs publics dans les deux pays, il

semble inévitable que les citoyens contribuent également, par leur engagement civique, à assurer une bonne intégration en particulier de la jeune génération issue de l'immigration. Vous trouverez un rapport plus détaillé de la conférence (en allemand) ainsi que des informations supplémentaires sur la nouvelle publication à partir du lien suivant :

► [www.dfi.de/de/Projekte/projekte\\_jugendliche.shtml](http://www.dfi.de/de/Projekte/projekte_jugendliche.shtml)

### Contact:

Dominik Grillmayer ► [grillmayer@dfi.de](mailto:grillmayer@dfi.de)

dfi service

## Cycle : Élections présidentielles 2012

13.03. – 6. 05. 2012, Institut français Stuttgart / Literaturhaus Stuttgart

L'Institut français de Stuttgart et l'Institut Franco-Allemand de Ludwigsburg s'associent pour cette série de deux rencontres sur les enjeux des élections présidentielles en France. Dans une situation économique et sociale difficile, les français éliront le 22 avril et le 6 mai 2012 leur nouveau président pour un mandat de cinq ans. Ce dernier devra faire face à de grands défis : une crise économique sans précédent et la perte de confiance politique en Europe...

Donné perdant dans les sondages depuis de nombreuses semaines, situation encore aggravée en janvier suite à la perte du triple A de la France par les agences de notations américaines, le président sortant Nicolas Sarkozy réussira-t-il à regagner la confiance des Français ? Quelles sont les propositions des 13 candidats en lice, en premier lieu du socialiste François Hollande, donné gagnant dans les sondages mais aussi de la candidate frontiste



Marine Le Pen, de François Bayrou, candidat du parti centriste MODEM ou encore d'Eva Joly pour le parti écologique ?

Le cycle de deux rencontres présentera la situation de la France à la veille des élections présidentielles et les enjeux de ces élections en particulier dans le contexte de la coopération franco-allemande et de l'Europe.

► [Plus d'information](#)

Flyer du cycle  
de conférences

# Prix franco-allemand d'économie

**M. Jörn Bousselmi, Directeur Général de la Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie a répondu aux questions de Prof. Dr. Frank Baasner, dfi.**

*En 2011, la chambre de commerce franco-allemande a décerné pour la première fois un prix franco-allemand de coopération économique. Pourquoi ?*

Il existe de nombreux prix franco-allemands mais il n'y en avait aucun jusque là qui mettait les entreprises au centre.

Les activités franco-allemandes dans le domaine économique sont très souvent uniquement abordées en termes de problèmes et d'incompréhensions.

Avec ce prix, nous souhaitons souligner l'expansion réussie et confiante des relations économiques de nos deux pays. Il vise à saluer les acteurs économiques impliqués, et en particulier les initiatives auxquelles les moyennes entreprises participent. Seront ainsi récompensées des coopérations réussies d'entreprises françaises et allemandes ainsi que des initiatives entrepreneuriales menées à bien de chaque côté du Rhin.

*Pour quelles catégories le prix a-t-il été adressé ?*

Le prix franco-allemand d'économie récompense des cas de « bonnes pratiques » au sein des quatre catégories actuelles : coopération industrielle, environnement, gestion des ressources humaines et innovation/nouvelles technologies. Ces thèmes ont une signification particulière dans les entreprises et déterminent aussi la coopération franco-allemande dans les domaines économique et de la recherche et développement.

*Qu'avez-vous pensé du nombre et de la qualité des candidatures reçues ?*

Nous avons été positivement étonnés du nombre de candidatures posées. Les propositions venaient d'horizons très variés. Il y a plus de projets de coopération franco-allemands et d'initiatives d'entreprises individuelles qu'on ne le croit généralement. Avec ce prix, nous souhaitons justement montrer le rôle et le succès des moyennes entreprises de nos deux pays ainsi que les coopérations industrielles entre les entreprises, de différentes tailles. Le jury avait à la fin l'embarras du choix pour distinguer le lauréat parmi les excellentes candidatures reçues. Plusieurs entreprises nous ont déjà annoncé vouloir poser ou renouveler leur candidature pour le prochain prix.

*Quel intérêt a montré le grand public ?*

Notre initiative pour la remise du prix franco-allemand d'économie a été accueillie de façon très



*(de g. à d.) Guy Maugis, Président de la Chambre de commerce et d'industrie franco-allemande; Jos Lenferingk, VEKA; Bruno Bouygues, GUYS; Frank Dimroth, Fraunhofer Institut; Patrick Schnell, Total Deutschland. Source : Chambre de commerce et d'industrie franco-allemande, Paris*

positive par les entreprises, partenaires, ministères et institutions des deux pays. Les ministères de l'économie en France et en Allemagne ont accepté très volontiers de parrainer l'évènement. La soirée de la remise du prix à Paris a été un véritable succès. La presse a également rédigé des articles mais cela peut encore être intensifié. Nous sommes déjà en discussion avec la presse économique des deux pays.

Nous essayerons à l'avenir de faire connaître le prix encore plus largement. Notre but est de faire de la remise du prix un événement incontournable de l'agenda économique franco-allemand.

*Allez-vous faire un nouvel appel à candidatures ?*

Le prix franco-allemand d'économie sera de nouveau décerné en 2013. Nous sommes actuellement en pleine préparation. L'appel à candidatures officiel sera ouvert début 2013. C'est aussi selon nous un signal positif important adressé à l'occasion des conférences et des festivités du 50<sup>ème</sup> anniversaire du traité de l'Élysée.

Nous invitons cordialement les entreprises et partenaires intéressés à se manifester auprès de nous, même en avance. M. Wolfgang de Capello et moi-même bien entendu sommes vos interlocuteurs privilégiés.



*(de g. à d.) Patrick Schnell, Total Deutschland; Werner Diwald, Enertrag.*

## Contact :

Chambre de commerce et d'industrie franco-allemande

Wolfgang Krill de Capello

✉ [wkrill@francoallemand.com](mailto:wkrill@francoallemand.com)

🌐 [www.francoallemand.com](http://www.francoallemand.com)

🌐 [www.prixfrancoallemand.com](http://www.prixfrancoallemand.com)

## Agenda

### 29 février 2012

Conférence finale du projet « Coopération et réconciliation franco-allemande – possibilité de transfert à d'autres relations bilatérales », Genshagen

### 25 au 28 avril 2012

Séminaire pour journalistes de la radio allemande en Languedoc-Roussillon, en collaboration avec la fondation Robert Bosch

### 3 mai 2012

Présentation de la publication « Les relations franco-allemandes : un modèle aux composants modulables ? », Paris

### 10 et 11 mai 2012

Dialogue franco-allemand, « Plus d'Europe! Mais comment ? », Otzenhausen (Sarre)

Deutsch-Französisches Institut

Asperger Straße 34

D-71634 Ludwigsburg

Tel +49 (0)7141 93 03 0

Fax +49 (0)7141 93 03 50

🌐 [www.dfi.de](http://www.dfi.de)

✉ [info@dfi.de](mailto:info@dfi.de)

Rédaction : Waltraut Kruse

Traduction : Bénédicte Weste, Clémentine Chaigneau

Directeur de la publication :

Prof. Dr. Frank Baasner